

OTC

.Le Figaro

23 mars 2021

Par Delphine Minoui

TURQUIE : LA FUIITE EN AVANT ISLAMO-NATIONALISTE D'ERDOGAN

En difficulté dans les sondages, le président turc flatte son électorat en ciblant les femmes et les Kurdes.

Triste coïncidence ou provocation réfléchie ? À quelques jours du sommet européen des 25 et 26 mars, où sera évoquée l'épineuse question des relations avec la Turquie, le président Erdogan a fait voler en éclats le peu qu'il restait des avancées démocratiques obtenues lors du processus d'adhésion. Mercredi dernier, l'étau s'est d'abord resserré sur le parti d'opposition laïc pro-kurde HDP. Après des mois de pression sur cette troisième formation politique du pays, un procureur a réclamé son interdiction pour activités « terroristes ». Samedi, c'est au tour des femmes de s'être réveillées en sursaut avec l'annonce, par décret présidentiel, du retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul, traité international visant à lutter contre la violence conjugale. Triste ironie du sort dans un pays qui a déjà recensé 77 cas de féminicides en 78 jours sur la seule année 2021...

« Annoncer en pleine nuit le retrait de la Convention d'Istanbul, alors que nous apprenons chaque jour que de nouvelles violences sont commises contre les femmes, a de quoi remplir d'amertume », s'est emporté le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, l'un des principaux rivaux d'Erdogan. Le retrait de cette convention, qui revient à « laisser les femmes être tuées », selon la vice-présidente du premier parti d'opposition, le CHP, a également suscité l'émoi à l'étranger. « C'est un pas en arrière extrêmement décourageant pour le mouvement international contre les violences faites aux femmes », regrette le

président américain, Joe Biden, dans un communiqué. Jean-Yves Le Drian, le ministre des Affaires étrangères français, déplore « un recul des droits préoccupants ». Quant à la secrétaire générale du Conseil de l'Europe, Marija Pejcinovic Buric, elle y voit une décision « dévastatrice ».

Mais les autorités turques campent sur leurs positions. Selon l'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir, la charte nuisait à l'unité familiale et favorisait la communauté LGBT. « La Convention d'Istanbul, qui était censée promouvoir les droits des femmes, a été détournée par un groupe cherchant à normaliser l'homosexualité, qui est incompatible avec les valeurs sociales et familiales de la Turquie », avance le bureau de la présidence dans un communiqué publié lundi. L'argument, qui fait bondir les défenseurs des droits de l'homme, « va créer une homophobie qui n'existait pas en Turquie », s'inquiète sur son compte Twitter un internaute, en rappelant le refuge qu'était devenu Istanbul pour la communauté homosexuelle d'Iran, d'Arabie saoudite ou encore du Liban, avant la fuite en avant d'Erdogan.

Le scrutin de 2023 en ligne de mire

Une fois de plus, les choix du président turc semblent motivés par des calculs purement politiques. « Le président Erdogan voit son parti, l'AKP, chuter dans les sondages. Tout ce qui compte pour lui, c'est sa survie politique. Du coup, il riposte en créant des crises pour mieux les instrumentaliser et polariser la société. C'est une guerre de valeurs et de récits qui est en train de se jouer », remarque un politologue qui préfère taire son nom. Selon un récent sondage d'opinion mené par AKAM, seules 34,4 % des personnes interviewées apporteraient leur soutien à l'AKP et 7,2 % se diraient prêtes à voter pour ses alliés ultranationalistes du MHP. Les observateurs estiment que, sous pression de ces deux différents groupes, le président turc chercherait à redorer coûte que coûte son blason dans la perspective du scrutin de 2023, en leur donnant des gages. Ces derniers mois, les confréries religieuses avaient maintes fois critiqué la Convention d'Istanbul, tandis que les ultranationalistes n'ont de cesse de militer contre la mouvance politique kurde, dont l'un des députés vient d'être brièvement arrêté après avoir protesté contre sa récente destitution. Ces annonces interviennent également à quelques jours du congrès de l'AKP, qui se tient ce mercredi à Ankara, et à l'occasion duquel d'autres déclarations sont attendues, selon des journalistes proches du pouvoir.

Cette crispation politique, qui n'est pas de bon augure pour la reprise du dialogue

avec l'Europe, est néanmoins risquée dans un contexte économique de plus en plus volatil. Lundi, la livre turque a plongé de plus de 17 % face au dollar après qu'Erdogan eut limogé, également par décret annoncé samedi matin, le gouverneur de la banque centrale pour contester sa décision de relever le taux directeur. Son remplaçant, Sahap Kavcioglu, réputé proche du président et partisan, comme lui, d'une baisse des taux d'intérêt, est le quatrième à hériter de ce poste en trois ans.

2. Les Nouvelles d'Arménie

23 mars 2021

Les panneaux du métro de Londres présentant le monastère arménien de Dadivank (...) - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Les panneaux du métro de Londres présentant le monastère arménien de Dadivank comme un patrimoine azéri sont retirés suite aux protestations des Arméniens

L'Ambassade d'Arménie au Royaume Uni indique qu'après un certain nombre de protestations des associations arméniennes d'Angleterre, les panneaux diffusés par l'Azerbaïdjan présentant le patrimoine culturel et religieux arménien de l'Artsakh comme un patrimoine azéri sont retirés du métro de Londres. Sur ces panneaux publicitaires le complexe monastique arménien de Dadivank était présenté comme faisant partie du patrimoine culturel et religieux de l'Azerbaïdjan. Une manœuvre dénoncée par la communauté arménienne de Londres et des représentants des droits de l'homme. La direction du métro de Londres a écouté ces protestations et a procédé à l'enlèvement de ces panneaux d'affichage. Cette méthode azérie de récupération à son compte du patrimoine arménien est connue depuis plus d'un siècle. Mais après la guerre en Artsakh, ce phénomène s'est accéléré sur les territoires occupés où des centaines de sites du patrimoine arménien risquent soit la destruction soit l'azérisation (*).

Krikor Amirzayan

(*) terme que je viens de créer et qui veut traduire le changement ou la transformation de l'identité d'une culture, d'un patrimoine ou d'un groupe

d'individus étrangers en éléments de l'identité Azérie.

3. Les Nouvelles d'Arménie

23 mars 2021

Pachinian, déjà en campagne ? - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Pachinian, déjà en campagne ?

Juste trois ans après sa marche triomphale qui l'avait conduit au faîte du pouvoir arménien, où l'avait hissé une foule toujours plus nombreuse de partisans grisés par les mots d'ordre de sa « Révolution de velours », le premier ministre arménien Nikol Pachinian s'est remis en marche le 20 mars, soucieux de restaurer une popularité gravement entamée par la capitulation qu'il a dû signer avec l'Azerbaïdjan le 9 novembre 2020, mettant fin à six semaines d'une guerre meurtrière. Ses opposants le suspectent d'être déjà parti en campagne pour les législatives anticipées dont il a fixé la date la semaine dernière au 20 juin prochain, accroissant la méfiance au sein d'une partie de l'opinion aux yeux de laquelle il a perdu toute légitimité et qui voit dans les meetings organisés ce week-end par le premier ministre la preuve que le pouvoir utilisera toutes ses ressources - administratives et autres- dont il dispose pour tenter de remporter un scrutin anticipé auquel il s'est résigné, mais à ses conditions. Des conditions que persistent à rejeter la quinzaine de partis d'opposition rassemblés au sein du Mouvement du salut national, qui réclament depuis plus de quatre mois la démission de N.Pachinian et la tenue de législatives anticipées dont l'organisation serait confiée à un gouvernement intérimaire, seul garantie selon eux d'élections libres et transparentes. Selon eux, l'actuel premier ministre, décrédibilisé, ne jouit plus de la confiance populaire pour organiser un scrutin équitable, et la tournée qu'il a effectuée samedi et dimanche dans des villages de la province d'Aragatsotn, à l'ouest de l'Arménie, en apporte la confirmation. S'adressant à ses partisans dans ces communautés rurales pauvres, alanguies sur les flancs du mont Arakadz, deux jours seulement après avoir annoncé la tenue de législatives anticipées dans trois mois, N.Pachinian a soulevé un certain nombre de questions qui n'ont pas manqué d'alimenter les spéculations dans les media arméniens, qui estiment qu'il a ainsi posé les premiers jalons de sa future campagne électorale, notamment en minimisant la défaite militaire pour mettre en avant les avantages

que pourraient retirer les Arméniens des accords passés avec Bakou sous l'égide de la Russie, en termes surtout de coopération régionale, l'accent étant mis dans ses discours sur les perspectives de levée du blocus turco-azéri qui se profileraient derrière l'accord du 9 novembre. Retrouvant les accents du tribun qui avait enflammé les foules arméniennes, N.Pachinian a lancé une violente charge contre tous ses opposants politiques et prédécesseurs, depuis l'ancien président président Serge Sarkissian, qu'il avait détrôné en avril 2018, jusqu'au président Levon Ter-Petrossian, dont il fut longtemps l'allié politique, en les renvoyant dos à dos.

Ces attaques verbales n'ont pas manqué de lui attirer les vives critiques de ses opposants qui ont souligné qu'en sa qualité de premier ministre toujours en exercice, même s'il prévoit de démissionner dans les semaines à venir pour ouvrir la voie à de nouvelles élections, N.Pachinian persistait dans l'abus de pouvoir en utilisant les ressources administratives, notamment les édiles locaux ou régionaux, pour organiser de telles rencontres avec le public, autrement dit son électoral potentiel. Nazeli Baghdasarian, qui est membre de l'alliance Im Kayl (Mon Pas), majoritaire au Parlement, a balayé de telles critiques, en soulignant que le premier ministre avait tenu de tels meetings par le passé. « Durant tout l'exercice de son mandat de premier ministre, Pachinian a organisé de semblables rencontres dans différentes municipalités. Il a aussi eu une rencontre similaire dans une autre région le weekend précédent, sans que les media aient jugé utile de la couvrir », a-t-elle rappelé. N. Baghdasarian a fait valoir que si le fait d'organiser des rassemblements est considéré comme une campagne précoce, alors on doit considérer que le Mouvement du salut national, qui organise des rassemblements à Erevan et dans les villes de province pour réclamer la démission de Pachinian, fait campagne depuis des mois.

Argument que l'on aurait pu entendre dans la bouche des prédécesseurs de Pachinian, lorsque ce dernier manifestaient contre eux dans les rangs de l'opposition ! Artur Khachatrian, member de la Fédération révolutionnaire arménienne (FRA Dachnaksoutioun), qui est une des composantes majeures du Mouvement du salut national, a de son côté désigné les rassemblements à l'appel de Pachinian d'« électoralistes », en dénonçant lui aussi le recours massif aux ressources administratives. « Je ne paie pas des impôts pour que Pachinian rassemble des centaines de policiers autour de lui ou déploie des milliers de policiers pour boucler une ville. Il utilise le levier administratif et fait quelque

chose qu'il ne devrait pas faire", a souligné A.Khachatrian. Quant à Naira Zohrabian, membre du parti d'opposition parlementaire Arménie prospère (BHK) qui est une composante majeure du Mouvement du salut national mais qui, avec l'autre parti d'opposition Arménie lumineuse (LHK), avait accepté d'engager avec Pachinian un dialogue qui a donné lieu au compromis sur la tenue de législatives anticipées en juin, elle a aussi estimé que les récentes apparitions publiques de Pachinian ont vocation à donner le coup d'envoi de sa campagne électorale. "Je suis tout à fait d'accord avec les commentaires selon lesquels Pachinian utilise les ressources administratives et fait campagne, mais, honnêtement, je m'étonne de ce que les défenseurs des droits de l'homme, responsables politiques, experts politiques et media continuent de s'en étonner. Il [Pachinian] ne reculera devant rien pour garder le pouvoir", a-t-elle déclaré. Dans ce contexte toujours très tendu, N. Baghdasarian a toutefois précisé que l'alliance Im Kayl de Pachinian n'avait pas encore dévoilé son programme électoral et que par ailleurs, en vertu des lois électorales en vigueur, les rassemblements organisés par des responsables politiques ne peuvent être tenus pour une campagne électorale.

4.Les Nouvelles d'Arménie

22 mars 2021

Mars 1920, l'extermination des Arméniens de Chouchi - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Mars 1920, l'extermination des Arméniens de Chouchi

De manière très récurrente, les officiels de Bakou affirment bruyamment le caractère azerbaïdjanais de Chouchi. Mais ils oublient de rappeler que la cité n'est véritablement devenue « azerbaïdjanaise » qu'après sa prise en mars 1920, déjà par une alliance azéro-turque, et après l'extermination et l'exil de la totalité de sa population arménienne. Un « mini-Génocide » perpétré par la toute jeune république d'Azerbaïdjan.

Entre le 20 et le 23 mars 1920, sous la conduite de l'azéri Khosrov Bey Soultanov et du général turc Nouri Pacha (Frère d'Enver pacha et plus tard, en 1941, fondateur de la légion du Turkestan au sein de la Wehrmacht), les forces azéro-tatares exterminent plusieurs milliers d'Arméniens de la ville et des districts alentours. En même temps que d'autres notables arméniens de la ville,

Monseigneur Vahan Ter Grigoryan, le Primat du diocèse, est sauvagement massacré. Leurs têtes sont promenées sur les marchés pendant plusieurs jours. Des dizaines de jeunes femmes sont enlevées et plusieurs milliers de survivants prennent le chemin de l'exil. A ce jour, ce crime, aussi, demeure sans condamnation et sans châtement.

Pendant la période soviétique, différentes voix se sont élevées pour dénoncer ce grand carnage dont celle de Sergey Ordjonikidze, de Nadejda et d'Ossip Mandelstam et de Marietta Chahinyan. Comme sa consoeur Zabel Essayan, courageusement, celle-ci elle témoigne dans l'un de ses ouvrages. Issue d'une famille d'intellectuels de Moscou, Marietta Chahinyan (1888-1982), écrivaine très tôt ralliée aux idéaux bolcheviques, se rend à Chouchi quelques années après la destruction de la ville. Dans un livre dédié au Haut-Karabakh publié à Moscou en 1927, elle évoque le passé et le tragique présent de cette ville appelée « le petit Paris du Caucase » avant la Première guerre mondiale (Шагинян.М, Нагорный Карабах, Москва 1927).

Décrivant la partie arménienne de Chouchi d'avant la destruction, elle écrit « elle était comme un appendice européen, bien plus vaste, accolé à la ville asiatique, lui servant de centre économique ». Mais le plus impressionnant dans cet ouvrage est sans conteste son douloureux témoignage sur la ville après son anéantissement : « J'ai vu le squelette de Chouchi. Il y avait deux collines devant moi. Elles étaient couvertes de carcasses de bâtiments en ruines. Il ne restait que des pierres, pas un toit, pas de portes, pas de fenêtres, pas de planchers, pas de ferronneries, ni d'arbres, pas de planches, pas d'échafaudages, pas de clous. Seulement des pierres, des pierres et des pierres, comme les os raclés et nettoyés d'un squelette d'étude. Le silence m'impressionna. Je n'avais jamais ressenti un silence aussi terrible et aussi artificiel. Soudain, il me sembla que du milieu de ce silence s'élevaient des murmures. Les pierres chuchotaient, bougeaient et se recroquevillaient. J'en eu la chair de poule. En mars 1920, 7 000 maisons y ont été détruites et incendiées en trois jours. De 3 à 4 000 Arméniens, certains affirment plus de 12 000, ont été massacrés ici. Mais un fait demeure, aucun des 35 000 Arméniens n'est resté à Chouchi. De ci de là, vous pouvez encore voir des cheveux de femmes couverts de sang noirci. Il est difficile, même pour une personne dotée d'imagination de pouvoir respirer ici. Vous marchez, vous marchez, vous marchez sans cesse parmi les bâtiments calcinés, ou plutôt, à travers des pans de murs ruinés. Vous pressez le pas, de peur de ne jamais pouvoir en sortir ».

Le 21 janvier 1936, lors d'une réunion avec la délégation de l'Azerbaïdjan soviétique au Kremlin, rappelant le massacre de Chouchi, S. Orjonokidze déclare « Je me souviens encore avec horreur des images que nous avons vues en mai 1920. La belle ville arménienne a été entièrement détruite et nous avons vu des corps de femmes et d'enfants dans les puits ».

Quelques années auparavant, durant l'automne 1930, le poète Ossip Mandelstam et son épouse Nadejda, avaient également visité la ville. Plus tard, Nadejda relatara cette visite « À l'aube, nous sommes partis en bus de Ganja à Shusha. La ville débute par un cimetière sans fin, puis une petite place de marché d'où descendent les rues de la ville dévastée. On a déjà vu des villages abandonnés par les habitants constitués de plusieurs maisons délabrées, mais dans cette ville, autrefois à l'air riche et cossu, le tableau de la catastrophe et du massacre était terriblement évident. Nous avons marché dans les rues, et partout la même chose : deux rangées de maisons sans toit, sans fenêtres, sans portes. Des pièces vides sont visibles dans les découpes des fenêtres, parfois des bouts de papier peint, des poêles délabrés et parfois des restes de meubles cassés. Les maisons à deux étages sont faites du célèbre tuf rose. Tous les murs sont écroulés et à travers ces squelettes, partout le ciel bleu scintille. On raconte qu'après le massacre, tous les puits étaient remplis de cadavres. Si quelqu'un a survécu, il a fui cette ville de la mort. Nous n'avons pas rencontré une seule personne dans toutes les rues des quartiers du haut. Dans la partie basse de la ville, sur la place du marché, il y avait une poignée de gens qui vaquant, mais parmi eux pas un arménien, seulement des Musulmans ».

Son mari confiera à la postérité un poème que beaucoup d'Artsakhiotes connaissent par cœur, une sorte de « Guernica en vers » :

J'ai vu le Karabakh montagnoux,
J'ai vu la prédatrice cité de Chouchi,
où j'ai goûté aux horreurs de la mort.

A l'unisson des affres de mon âme,
quarante mille fenêtres mortes
comme autant d'orbites creuses et sombres.

Sahag Sukiasyan / le 22 Mars 2021

5.Les Nouvelles d'Arménie

23 mars 2021

Le général Sergei Shoigu évoque la Turquie et le Karabakh - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Le général Sergei Shoigu évoque la Turquie et le Karabakh Kazakhstan Tengrinews.kz

Dans une interview accordée à Kazakhstan Tengrinews.kz et reproduite sur le site du ministère de la Défense russe, le général Sergei Shoigu revient sur les relations de son pays avec la Turquie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

Question : Le partenariat de la Russie avec la Turquie a récemment été assez productif. Mais en même temps, certains individus, disons, des politiciens en Turquie se posent des questions, et dans certains cercles, on a l'idée de recréer le « Grand Turan » et de créer « l'armée du Turan » - une armée unique des pays musulmans. Quelle est votre opinion à ce sujet ?

Sergei Shoigu : La première chose que je voudrais dire à ces gens, c'est que je ne sais pas si je dois les appeler des politiciens ou autrement. Eh bien si vous le souhaitez, quelles sont les mesures que vous essayez de prendre pour y parvenir ? Pour quoi et contre qui ? Exactement les mêmes peuples turcophones vivent sur le territoire de la Russie, nous en avons pas mal. Notre pays est multi-religieux et multi-ethnique. Et ils vivent ensemble depuis des siècles.

En parlant de nos relations avec la Turquie. Nous avons fait un travail très compliqué mais efficace. C'est compliqué parce que la Turquie est membre de l'OTAN. Bien sûr, c'est compliqué, mais c'est une expérience unique. Un pays est membre de l'OTAN et l'autre non. Ils trouvent un langage commun, ils mènent un travail conjoint et des opérations conjointes, ils trouvent des compromis là où il semble impossible d'en trouver. Mais nous trouvons des solutions. Par exemple, la zone de désescalade d'Idlib. En général, la création de zones de désescalade en Syrie est, selon nous, une nouvelle page et un nouveau mécanisme pour résoudre ces conflits.

Actuellement, nous (avec la Turquie) effectuons des patrouilles conjointes dans le nord-est de la Syrie. Et ensemble, nous sommes engagés dans la lutte contre les terroristes. Nous travaillons ensemble, assez souvent dans un espace aérien

commun. Et nous régulons et contrôlons de nombreux points de passage, nous nous occupons ensemble des réfugiés.

Ce n'est pas un travail facile. Je ne commenterai pas les raisons des sanctions qu'ils essaient d'imposer, et dans certaines parties, elles ont déjà été imposées contre la Turquie par leurs propres partenaires de l'OTAN. Le dernier travail en date est, bien sûr, le Nagorno-Karabakh. Il s'agit d'une opération très difficile. Car elle concerne deux peuples fraternels, deux voisins proches, avec qui nous avons vécu, qui se font la guerre, je le répète encore une fois, et avec lesquels nous continuerons à vivre en paix, en harmonie et en amitié...

La Turquie est impliquée dans cette affaire, nous avons donc dû traiter avec nos collègues turcs. Notre président a fait un effort titanesque pour que cela se produise (NRLR le cessez-le-feu). Et tout le monde a dû être persuadé. Nous avons également parlé avec nos collègues turcs au niveau des ministres de la Défense. Mais ce qui a été fait aujourd'hui, c'est, premièrement, que les gens ont cessé de s'entretuer. Deuxièmement, j'espère que le moment est venu pour eux de passer à des contacts bilatéraux et de commencer à se parler. Je veux parler de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan.

Et ici, beaucoup dépend des relations qui ont été développées entre la Russie et la Turquie. De nouveaux acteurs apparaissent également, mais ils apparaissent avec leurs propres propositions. Je veux parler de l'Iran. Il s'agit du développement des infrastructures, des chemins de fer, de l'énergie hydroélectrique et des liaisons de transport. De nombreuses questions se posent.

https://eng.mil.ru/en/news_page/country/more.htm?id=12349347@egNews

6.Marianne

22 mars 2021

L'Azerbaïdjan poursuit ses opposants jusqu'à Nantes (marianne.net)

L'Azerbaïdjan poursuit ses opposants jusqu'à Nantes

Dimanche 14 mars, dans le centre-ville de Nantes, le blogueur azéri Mohammad Mirzali, 27 ans, exilé en France depuis 2016, a été attaqué par six assaillants, qui l'ont battu puis lacéré de coups de couteau. Une pratique que l'opposition azérie

attribue au régime azerbaïdjanais. Interview croisée avec le couple d'historiens Arif et Leyla Yunus, de l'Institut pour la paix et la démocratie, opposants et défenseurs des droits de l'Homme, réfugiés depuis 2016 aux Pays-Bas

Marianne : Que dit du régime azéri la violente agression survenue en plein jour le 14 mars à Nantes, contre le jeune opposant et blogueur Mohammad Mirzali, fondateur, en France, du blog « Made in Azerbaïdjan » ?

Leyla Yunus : Cela dit que ce régime dictatorial ne limite pas ses actions de torture et de répression à l'intérieur du pays. Le dictateur Ilham Aliev a complètement détruit la société civile en Azerbaïdjan, toute déclaration critique y est sévèrement punie, et l'opposition pratiquement écrasée. Il a déclaré la guerre à ses détracteurs résidant en Europe et jusqu'aux États-Unis.

La tentative d'assassinat du 14 mars à Nantes contre Muhammad Mirzali, qui a été hospitalisé dans un état grave, n'est ni la première agression contre lui, ni un cas isolé. Au cours des dernières années, les autorités azerbaïdjanaises ont tenté à plusieurs reprises de faire taire Monsieur Mirzali, et ses critiques acerbes du président Aliev sur les réseaux sociaux. En janvier 2018, la police a interpellé son père à Bakou, et l'a battu et détenu pendant plusieurs jours, avant de s'en prendre de la même façon aux maris de ses trois sœurs. Ce qui a contraint ses parents à émigrer en France.

En octobre dernier, Monsieur Mirzali avait été victime d'une première tentative d'assassinat à Nantes, puis il a reçu des SMS de menace d'un haut fonctionnaire du parlement azerbaïdjanais. Au début de ce mois, on l'a menacé, s'il persistait, de diffuser une vidéo intime d'une de ses sœurs, avec son mari, filmée chez eux à leur insu. Il a refusé ce chantage et la vidéo a été diffusée sur le net ! Une semaine plus tard, il était attaqué à Nantes...

Le 12 février 2020, nous, journalistes et défenseurs des droits de l'Homme azerbaïdjanais contraints de vivre en exil, avons fait une déclaration commune fournissant une liste d'émigrants politiques ayant reçu des menaces de représailles physiques de la part des autorités azerbaïdjanaises. Parmi eux, l'ancien officier de l'armée devenu blogueur Qabil Mammadov, en Allemagne, et le rédacteur en chef du journal Azadliq, fondateur et directeur de la seule chaîne de télévision par satellite TURAN TV Ganimat Zahid, en France, ont tous deux été attaqués. Nous appelons les autorités françaises, allemandes, néerlandaises, belges et américaines à la plus grande vigilance à l'égard des terroristes engagés

par le dictateur azerbaïdjanais pour réprimer les critiques du régime dictatorial en Azerbaïdjan.

Comment situeriez-vous, parmi les pays ex-soviétiques, l'Azerbaïdjan du président Aliev, placé à la 168e pays sur 180 du classement mondial de la liberté de la presse 2020 de l'ONG Reporters sans frontières ?

Leyla Yunus : Je le classerais au même niveau que le régime sanglant de Ramzan Kadyrov, en Tchétchénie, aux côtés des dictatures d'Asie centrale.

En Tchétchénie, on note un phénomène similaire de blogueurs pourchassés par le régime en dehors du pays. Pourquoi selon vous ces blogueurs gênent-ils à ce point les despotes ?

Arif Yunus : A Bakou, il n'y a aucune place pour une information libre et indépendante. On ne peut recevoir d'information alternative que de l'étranger. D'où cette floraison de blogueurs sur Youtube, dont la cible est le régime dictatorial de Bakou et sa corruption. Il est vrai que ces blogueurs, qui ont des dizaines voire des centaines de milliers d'abonnés, manquent souvent d'éducation, peuvent être même vulgaires et sont en général nationalistes. Je dirais qu'ils répondent en se mettant au niveau du régime, qui leur décoche des coups sous la ceinture. Ilham Aliev et sa femme Mehriban, qui est vice-premier ministre, se conduisent comme des mafieux. Conscients que ces blogueurs échappent à leur contrôle et constituent pour eux une menace, ils n'hésitent pas à engager des mercenaires - en général tchéchènes ou turcs - pour les éliminer. C'est du terrorisme d'État. Contre nous aussi, qui sommes réfugiés aux Pays Bas, et notre Institut pour la paix et la démocratie, il y a eu des tentatives d'attentats...

Sur le site « Made in Azerbaïdjan », un blogueur russophone accuse Ilham Aliev d'être un traître, pour avoir livré le Karabakh aux Russes, au lieu d'en reprendre totalement le contrôle comme il aurait pu militairement le faire. Est-ce une opinion courante et le signe que la popularité d'Aliev, récemment boostée par ses succès militaires au Karabakh, est en déclin ?

Arif Yunus : Pas du tout. La grande majorité des Azerbaïdjanais, soumise à la propagande des médias officiels, est persuadée que l'opération militaire au Karabakh est un grand succès, qu'Aliev est un héros national, et que la présence « soldats de la paix » russes est une bonne solution de transition. Rares sont ceux à comprendre que seuls les Russes sont sortis gagnants de cette guerre : chassée

d'Azerbaïdjan en 1992, avant de perdre la Géorgie, la Russie voulait se débarrasser du Premier ministre arménien Nikol Pachinian, porté au pouvoir par une « révolution de velours » que Poutine exécute. La Russie est revenue en force au Caucase et n'est pas près de repartir. Formellement présente pour cinq ans au Karabakh, Moscou va sûrement chercher à y pérenniser juridiquement sa présence militaire. Rares sont ceux en Azerbaïdjan à comprendre que nous en sommes en fait revenus à la situation de 1991. Et que le conflit du Karabakh est loin d'être terminé...

Qu'en est-il de la nature laïque du pays, que nombre de défenseurs de l'Azerbaïdjan en Occident aiment à mettre en avant ?

Arif Yunus : Pour les Aliev (le père, Heydar, chef du KGB puis président de 1993 jusqu'à son décès en 2003, comme le fils, Ilham, qui lui a succédé) l'islam est un facteur qu'ils craignent, faute de le contrôler, et en même temps qu'ils utilisent largement. Ainsi, en Occident, ils parlent constamment de la nature laïque du pays. Mais lors de ses rencontres avec les dirigeants islamiques, Aliev parle de l'islam, du fait qu'il est lui-même musulman et qu'il a même fait le pèlerinage à La Mecque! Les dirigeants autoritaires du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et d'autres anciens pays islamiques de l'ex-URSS se comportent exactement de la même manière. C'est-à-dire que pour l'Occident, Ilham Aliev a une rhétorique - il est là un leader laïc qui doit être soutenu dans sa lutte contre «le radicalisme islamique et le terrorisme». Et pour les dirigeants musulmans, il se présente comme un combattant des valeurs islamiques contre celles de l'Europe...

7.Le Courriel d'Erevan

22 mars 2021

La question de l'entrée des journalistes internationaux en Artsakh n'est pas résolue (courrier.am)

La question de l'entrée des journalistes internationaux en Artsakh n'est pas résolue

Le photjournaliste Max Sivaslyan est l'un des documentaristes des guerres de l'Artsakh. Ses photographies, prises dans les années 1990 puis en 2016, constituent de riches archives qui permettent d'imaginer une époque, des

personnes dans des conditions extrêmes. Il dit ne pas avoir vu la guerre arméno-azerbaïdjanaise de 2020, car il était difficile de se déplacer pendant les premiers jours de la guerre, puis il a dû cesser de travailler en raison d'une infection à coronavirus.

Aujourd'hui, Max Sivaslyan voit de sérieux obstacles pour les journalistes internationaux qui veulent se rendre en Artsakh.

Comment la guerre de 2020 a-t-elle influencé le travail des journalistes aujourd'hui ?

Je peux vous dire que je n'ai presque pas vu cette guerre. Pendant la première semaine où j'étais à Stepanakert, tous les journalistes étaient sous le contrôle d'un centre de presse spécialement créé. En d'autres termes, le contrôle était entre les mains de l'armée. Beaucoup de choses étaient interdites aux journalistes. J'ai essayé à plusieurs reprises de me rendre seul dans les points tendus de l'Artsakh, mais la première semaine, j'ai échoué, alors que j'avais tous les documents requis. Par exemple, la police et les soldats ne m'ont pas laissé entrer à Hadrut. À ce moment-là, il n'y avait aucun danger, mais dès le lendemain, des tirs ont commencé à Martakert, Martouni, puis deux journalistes français du journal Le Monde ont été attaqués et blessés. Je ne peux donc pas dire grand-chose sur cette guerre car je n'en ai pas vu beaucoup.

Maintenant que la guerre est officiellement terminée, il est également difficile pour les journalistes d'entrer en Artsakh. Le contrôle a-t-il été renforcé ?

À mon avis, le contrôle est très fort en ce moment. En effet, l'autre jour, trois journalistes français de différentes chaînes de télévision - France24, ARTE, M6 - n'ont pas pu se rendre en Artsakh. Ils ne l'ont pas fait, mais avaient toutes les autorisations délivrées par l'ambassade d'Arménie en France, ainsi que par la représentation de l'Artsakh à Paris. Ils sont arrivés à Erevan le 22 février avec tous les documents nécessaires, le 24 ils devaient se rendre à Stepanakert pour de grands reportages, mais ont échoué.

Pourquoi ?

La représentation du Karabakh en Arménie retardait la délivrance des visas. Les journalistes français que j'ai dû accompagner en Artsakh ont de nouveau appelé l'ambassadeur de France et le représentant permanent de l'Artsakh en France,

Hovhannes Gevorgyan, qui leur a dit que la question serait résolue dans les deux jours et qu'ils devraient revenir pour demander un nouveau visa. Mais ça n'a pas marché.

Il convient de mentionner que ce n'est pas le premier cas où des journalistes français ne sont pas autorisés à entrer en Artsakh. Au début du mois de février, j'ai accompagné un journaliste français de la plus grande chaîne RadioFrance. Nous avons calmement passé le premier checkpoint, qui était contrôlé par des soldats arméno-russes. Ils ont simplement étudié les passeports français, les ont pris en photo, ont vu que le visa avait été délivré en France et nous ont laissés partir. Et dès que nous avons traversé la rivière Aghavno et atteint un autre point de contrôle, les soldats nous ont bloqué le passage. Nous avons appelé l'ambassade pour en connaître la raison. Tout le monde était surpris, et nous avons essayé de savoir quoi faire. Rien n'a fonctionné.

Je dois dire qu'au même moment, ils ont fermé l'entrée de l'Artsakh devant l'ancien maire de Lyon, qui n'était pas journaliste, mais qui était venu apporter de l'aide. Mais le maire, après avoir attendu plusieurs jours à Goris, s'est quand même rendu en Artsakh. Le gouvernement d'Artsakh a envoyé une voiture avec lui. Et le photojournaliste français l'a rejoint.

Mais c'était au début du mois de février. Puis, comme nous l'avons vu, la situation s'est aggravée, nous ne pouvons plus franchir ce point de contrôle. Déjà le 26 février, ils disent juste « Non, vous ne pouvez pas passer ».

Et qui le dit ?

Les Russes et les Azerbaïdjanais. Par exemple, un soldat russe nous a dit qu'il existe une liste russo-azerbaïdjanaise qui détermine qui va en Artsakh. Et les journalistes français ne figurent pas sur cette liste.

La partie arménienne ne peut pas s'opposer à quoi que ce soit ?

Je ne sais pas. Après la défaite à la guerre, nous nous sommes retrouvés dans cette situation.

France24 et ARTE ont envoyé deux équipes de journalistes simultanément en Arménie et en Azerbaïdjan. Et les journalistes en Azerbaïdjan n'étaient pas libres de choisir ce qu'ils voulaient filmer (vous savez, les journalistes n'y sont pas libres

et il y a des restrictions). Par exemple, ils ont été amenés à l'église de Tsitsernavank pendant un jour, puis détenus à Khojaly pendant trois jours. Vous êtes bien conscient de la manipulation des souvenirs.

Et du côté arménien, en fait, ils n'ont tout simplement pas été autorisés à entrer et à filmer. Ils ne voulaient pas que les journalistes internationaux voient, parlent, montrent et fassent entendre notre voix.

Est-ce que nous perdons le contrôle ?

J'ai peur que nous l'ayons déjà perdu. L'Azerbaïdjan, la Turquie et la Russie ne sont pas des pays particulièrement démocratiques où les lois sur la presse sont protégées. Et plus la presse est éloignée de la réalité, plus ils sont heureux.

Mais le problème est de notre côté. Que se passera-t-il si nous ne pouvons plus aller en Artsakh ? Par exemple, demain, ils pourraient ne pas me laisser entrer non plus. Même si j'ai un passeport arménien mais que je travaille pour les Nouvelles d'Arménie française, un jour ils peuvent dire que je ne peux plus aller en Artsakh !

Et les journalistes internationaux sont très importants. Si les journalistes n'ont pas un accès libre, tout le monde oubliera un jour que la question du Karabakh existe.

Il n'y a pas de guerre, mais nous ne savons pas ce qui se passera demain. Il n'est pas clair qui décide de la question d'entrée en Artsakh.

Je suis journaliste, je ne veux pas m'impliquer dans la politique. Mais je suis aussi un Arménien. Et maintenant ce n'est pas le journaliste en moi qui parle, c'est l'Arménien. Que va-t-il se passer ensuite ?

Le gouvernement français n'exige-t-il pas des explications sur les raisons pour lesquelles les journalistes ne sont pas autorisés à travailler en Artsakh ?

En général, pendant toute la guerre, l'Europe est restée silencieuse, seul le président de la France a parlé. Mais maintenant que la Russie est en Artsakh, les gens là-bas ne se plaignent pas de la présence des Russes parce que c'est plus sûr pour eux, on n'entend presque plus les demandes des pays européens.

Aujourd'hui, oui, c'est le cas. Même si la présence des Russes en Artsakh est

considérée comme une occupation, elle est aussi synonyme de sécurité.

Mais la question de l'entrée des journalistes internationaux n'est toujours pas résolue. Je sais que le 6 avril, une nouvelle délégation française arrivera en Artsakh. Je ne sais pas si un journaliste sera avec eux ou non, mais j'ai cru comprendre qu'ils ne donnent pas de permission aux journalistes.

Il est possible qu'après un certain temps, tous les étrangers ne soient plus autorisés à entrer en Artsakh.

Maintenant, aux points de contrôle, ils regardent très attentivement où vous êtes né. Par exemple, un simple soldat russe a mis beaucoup de temps à étudier mon passeport, voyant que j'étais né en France. Puis il a pris une photo avec son téléphone, l'a envoyée à quelqu'un qui l'a vérifiée. Plus tard, il pourrait s'avérer que ceux qui sont allés au Karabakh sans la permission de Bakou seront mis sur la liste rouge.

Cette guerre semblait être une guerre non pas d'hommes, mais de technologie. Et même les photos ne sont plus orientées vers l'homme, mais sont prises par communication satellite, à l'aide de drones.

On peut dire que ça a commencé avec la guerre de 2016. J'ai vu que c'était un changement majeur et que les journalistes n'étaient plus libres. Il y avait beaucoup de contrôle.

La première guerre, que j'ai filmée pendant deux ans, était à l'époque des bandes. Et la photo devait être préparée pendant longtemps, parfois des jours et des semaines avant d'être envoyée, photocopiée et imprimée. Et la technologie numérique a permis d'envoyer des photos dans la même seconde, le facteur temps a été oublié.

Au lieu de cela, un autre type de contrôle est apparu. Certains endroits, certaines personnes ont été déjà interdits de filmer. Le journaliste était déjà conduit aux endroits où il était autorisé à prendre des photos. Et le journaliste n'était plus confronté à la réalité.

Pendant la première guerre, il y avait une volonté de la montrer, de la raconter. Ensuite, ils ont peut-être décidé de ne pas montrer les difficultés, si, bien sûr, il y en avait.

Les Arméniens ont tendance à éviter de montrer leurs difficultés. Par exemple, s'il s'agit d'une bagarre, s'il y a des blessés ou du sang, tout le monde dit généralement : « Ne prenez pas de photo, ne nous prenez pas en photo ».

Et si tout est calme, les soldats eux-mêmes veulent être photographiés, en disant : « Mon frère, prends-nous en photo ». Mais ils ne le disent que s'ils sont proprement habillés, rasés et souriants. Parfois, je me demandais ce que cela signifiait d'être rasé si c'était la guerre.

Oui, j'ai remarqué que lorsque la situation s'aggrave, les Arméniens ne veulent pas voir cette situation. Mais je le répète, je n'ai pas vu cette guerre, je parle de ce que j'ai ressenti.

Et je sais que les gros problèmes commencent toujours lorsque la liberté de la presse est interdite ou entravée. Si nous ne voulons pas que le monde oublie notre problème, nous devons être capables de parler à la Russie par la diplomatie. Et je crois que la diaspora arménienne en Russie joue un rôle important à cet égard.

Et je sais combien les habitants du Karabakh sont heureux lorsqu'ils voient des journalistes internationaux. Ils ont une histoire à raconter.

Par Nouné Hakhverdian (media.am)

P.-S. Le chef du département de l'information et des relations publiques du ministère des Affaires étrangères de l'Artsakh, Artak Nersisyan, a informé Media.am que le mécanisme permettant de garantir un accès sans entrave et sûr des citoyens étrangers au territoire de la République d'Artsakh est toujours en cours d'amélioration. Selon Nersisyan, dans les cas où les journalistes étrangers font une demande dans les formes prescrites et reçoivent un permis d'entrée, les problèmes à la frontière sont quasiment exclus dans la pratique.

8. Les Nouvelles d'Arménie

22 mars 2021

Deux soldats Arméniens sont portés disparus à cause du brouillard intense
Deux soldats Arméniens sont portés disparus dans une tempête de neige, a

annoncé ce lundi 22 mars le ministère arménien de la Défense.

Le contact a été perdu avec les militaires lorsqu'ils se sont déplacés d'une position militaire des forces armées arméniennes à une autre lors d'une violente tempête de neige le 21 mars.

« La tempête de neige sans interruption entrave les opérations de recherche et de sauvetage qui ont été lancées hier. Toutes les mesures nécessaires sont prises pour retrouver les militaires » a déclaré le ministère de la Défense dans un communiqué.

Aujourd'hui les recherches continuaient encore malgré une météo défavorable.

9. Le Télégramme

23 mars 2021

MÉDITERRANÉE : LA FRANCE MONTRE SES MUSCLES A LA TURQUIE

En dévoilant la tenue de l'exercice militaire Rhéa, d'une ampleur inédite, la France envoie un « message » à la Turquie.

« Présence du chef terroriste à bord confirmé »... « Vert Tarpon »... « Vert show of force »... Au moment précis où les deux Rafale survolent le navire civil pour dissuader « l'ennemi », les commandos marine largués d'avion, à la suite de leur embarcation rapide Ecume, se lancent à l'ascension de flancs du porte-conteneurs. Tandis qu'un hélicoptère se positionne au-dessus du pont, en vol stationnaire, et hélitorde leurs camarades. S'ensuit un bref assaut. Puis le compte final à la radio : « Chef terroriste neutralisé ».

Une frégate turque agressive en juin dernier...

Tout a été filmé, ce samedi 13 mars, au large de la Crête, à 2 000 kilomètres des côtes françaises. Cette fois, c'était un exercice. Le navire cible, le Calao, était affrété par les armées ; le « chef terroriste » et ses complices, qui l'ont transformé en base de tir flottante, des militaires français. Mais tout s'est déroulé comme lors d'une vraie opération, prouvent les images, distillées à dessein sur les réseaux sociaux, de cette séquence finale en Méditerranée centrale.

C'est l'une des principales zones chaudes de la planète. Une cinquantaine de

navires de guerre de premier rang croisent en permanence entre la mer Égée, le canal de Syrie et les côtes libyennes. En majorité des Grecs, des Turcs et des Russes. En juin dernier, la France a dénoncé le comportement agressif d'une frégate turque vis-à-vis de notre frégate Courbet, en mission de contrôle de l'embargo de l'Onu sur les armes vers la Libye.

Un exercice inédit français aujourd'hui

Dévoilé la semaine dernière, l'exercice est baptisé Rhéa. Un nom de la mythologie grecque en référence à notre partenaire stratégique en Méditerranée. Il est inédit par sa localisation et son ampleur. Entièrement menée depuis la métropole, cette « projection de forces complexes à longue distance sur court préavis pour réaliser une action de vive force », expose le colonel Frédéric Barbry, le porte-parole des Armées, a mobilisé 450 militaires, plusieurs avions, deux hélicoptères (ravitaillés quatre fois en vol) et trois bâtiments de la Marine Nationale : le porte-hélicoptères amphibie Mistral, la frégate multi-missions Languedoc, le ravitailleur Loire.

Cet exercice, que « seulement trois nations au monde sont capables de conduire », a précisé Florence Parly, la ministre des Armées, au Sénat, « porte un message : la Méditerranée ne sera jamais un espace de non droit (...). La France montre qu'elle a les moyens de se défendre ».

Sous tension, le dialogue a repris entre Ankara et Paris

Contre qui ? Réponse claire de la ministre : la « Turquie a été, ces derniers mois, un acteur déstabilisant, perturbateur », « cherchant à s'imposer par la force et le fait accompli ». Aujourd'hui, le dispositif turc en Méditerranée est « habituel », le comportement de ses aéronefs et bâtiments « professionnel et non agressif », assurent nos militaires.

Trois jours après Rhéa, ils organisaient un autre exercice en Méditerranée orientale avec le Mistral, la frégate Auvergne et deux Rafale basés en Jordanie. Après des mois de tension, le dialogue a repris entre Ankara et Paris. Mais la donne a changé. Et la France le fait savoir. Au moment, notamment, où la Grèce et la Turquie tentent de trouver une issue à leurs différends maritimes.

10.EVN REPORT

22 mars 2021

The Meghri Corridor: A Viable Transport Link or Geopolitical Noose?
(evnreport.com)

The Meghri Corridor: A Viable Transport Link or Geopolitical Noose?

Perhaps Armenia's most serious economic and geopolitical handicap is that the country is landlocked. As if this were not a high enough hurdle, two of Armenia's four international borders, those with Turkey and Azerbaijan, have been closed to the movement of people, vehicles and goods since the 1990s. No one can dispute that real economic development and growth with borders closed to two of four neighboring countries is a difficult if not improbable task for a country with no access to open waters. Generally speaking it is in any country's economic interest to have cross-border ties with its neighbors. In Armenia's case however, we must look beyond generalities and delve into specifics to assess the actual and potential geopolitical risks and benefits of reopening the borders with Azerbaijan through the revival of transport links as reflected in Article 9 of the November 10, 2020 ceasefire agreement that ended the 2020 Artsakh War.

The logical place to start this geopolitical excursion is the language of Article 9, which states:

All economic and transport links in the region shall be unblocked. The Republic of Armenia shall guarantee the safety of transport links between western regions of the Republic of Azerbaijan and the Nakhchivan Autonomous Republic with a view to organizing the unimpeded movement of citizens, vehicles and cargo in both directions. The Border Service of the FSB of Russia shall exercise control over the transport communication. Subject to agreement by the Parties, the construction of new infrastructure linking the Nakhchivan Autonomous Republic with regions of Azerbaijan shall be carried out.

Although Article 9 begins with a neutral and expansive statement that "all economic and transport links" shall be unblocked, only one is specifically noted - that between the exclave of Nakhichevan and the Republic of Azerbaijan through Armenia - the Meghri corridor, as it's commonly called. Although Prime Minister Pashinyan and the Ministry of Foreign Affairs consistently maintain that neither "Meghri" nor "corridor" are in the ceasefire statement, there is no doubt it is

precisely this particular transport link that is the center of attention. This was confirmed when Russian periodical Kommersant published a map after the January 11, 2021 meeting between the leaders of Armenia, Azerbaijan and Russia, where only the Meghri corridor transport link is pictured. From Armenia's point of view, there are a few deeply worrying factors regarding Article 9, which on its face appears to bring Armenia out of regional isolation.

Detrimental Terms

First and foremost, it is crucial to consider that the genesis of the November 10, 2020 ceasefire agreement is Armenia's clear defeat in the 2020 Artsakh War. Whether the trilateral agreement is technically a capitulation or not, nearly all its terms are detrimental to Armenia's national interests. Other than the installation of Russian peacekeeping troops to stop the war and protect the Armenian population, only Article 8, regarding the exchange of prisoners of war is an indisputable benefit to Armenia - yet over four months after the end of the war, Azerbaijan still refuses to return all Armenian POWs. In fact, Azerbaijan still holds dozens of Armenian soldiers that were detained after the ceasefire was signed. At this point in time, Azerbaijan has not shown any real signs of deviating from its anti-Armenian policies. Shortly after the war ended, President Aliyev publicly stated that parts of the Republic of Armenia, including Yerevan and Syunik, historically belong to Azerbaijan. Also, in a thuggish move aimed at provoking Armenian citizens, there are now several large "Welcome to Azerbaijan" billboards placed along those portions of highway in Syunik which controversially reverted to Azerbaijani control after the war based on Soviet-era maps. Azerbaijan also announced a significant increase in its defense budget for 2021 - hardly an olive branch toward Armenia. Finally, Azerbaijan's armed forces recently took part in war games of an offensive nature with the Turkish military in the Kars region - some 60 kilometers from Armenia's border with Turkey.

The second worrying factor is that the Meghri corridor is the only link explicitly enumerated in Article 9, although there are other road and railway connections between the two countries that would currently be more beneficial to Armenia. That only the Meghri corridor is specifically named is a reflection of Azerbaijan's victory in the war and the significance of this land link, above all others, for both Azerbaijan and Turkey. That Russia is also interested in this project for its own geopolitical reasons is obvious, given the time Putin has personally devoted and the speed with which the working group was formed and set to work. Clearly, all

three of these countries are highly incentivized to make the Meghri corridor transport link a reality as soon as possible. For Azerbaijan, the benefit is clear - a direct link with its exclave of Nakhichevan, which has been a priority for Baku dating back to the days when ex-presidents Robert Kocharyan and Heidar Aliyev were negotiating potential solutions over Artsakh. For Turkey, the Meghri corridor opens up a direct connection with its ally Azerbaijan and the Turkic world beyond the Caspian Sea. For Russia, it weakens Georgia as a regional transport hub, provides a new rail link with Azerbaijan, Armenia and Turkey, and gives Russian security forces a new footprint in the South Caucasus. There is no doubt that the Meghri corridor is as much a geopolitical project as it is an economic one.

The main potential benefit to Armenia, if as stated in Article 9 all economic and transport links will be opened, is an alternate route for Armenian citizens and goods to and from Russia - an indispensable ally and trading partner of Armenia. The possible rail link with Iran through Nakhichevan is also a potential benefit, albeit a lesser one. As for the links with Azerbaijan opening up business and trade opportunities between the two countries, this seems unrealistic for the foreseeable future given the deep animosity that still exists. Currently, Armenia does not have any rail ties with Russia because the one that once operated through the region of Abkhazia is kept closed by Georgia due to its political strife with Russia. The only border crossing currently linking Armenia with Russia is a road through Georgia's Upper Lars checkpoint, which is treacherous geographically and subject to intermittent closure due to bad weather and contentious geopolitics. It's not uncommon for goods being transported from Armenia to Russia and vice versa to be stuck at this border crossing for extended periods of time.

Yet, there are road and railway links between Armenia and Azerbaijan, which are a much shorter route from Armenia to Russia, than the Meghri corridor route - which would require a train or car departing Yerevan to travel south through the entirety of Nakhichevan, east through Meghri, the southernmost tip of Armenia, westward through the entire southern region of Azerbaijan until the Caspian Sea, through Baku and then northward onto Derbent, Russia. Clearly, this many-hundred-kilometer journey, which requires travelling long distances south then east before heading north, is a curious way for Armenian goods and people to travel to Russia - especially with a neighbor who still views Armenia as an enemy

country. It is important to remember that the war between Armenia and Azerbaijan ended with a ceasefire, not a peace treaty, which means the potential for future armed conflict cannot be ignored.

During Soviet times, a railway linking Armenia and Russia through Azerbaijan travelled from Yerevan to Dilijan and then Ijevan, through the Azerbaijani district of Gazakh to Baku and then into Russia. Although this rail link is curre

...